

Unité départementale de la Côte-d'Or  
27, boulevard Voltaire  
CS 27912  
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 17/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Benvic Europe SAS**

57 Avenue de Tavaux  
21800 Chevigny-Saint-Sauveur

Références : 2024-196  
Code AIOT : 0005401758

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement Benvic Europe SAS implanté 57 Avenue de Tavaux 21800 Chevigny-Saint-Sauveur. L'inspection a été annoncée le 20/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les granulés de plastique industriel (GPI) sont définis comme des matières plastiques dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm et représentent la matière première dans la fabrication des produits en plastique. Chaque année en Europe, plus de 52 000 t de GPI se retrouvent dans l'environnement (à comparer aux 15 000 t de microplastiques issus du lavage de textiles ou aux 36000 t provenant de la vie courante).

La loi AGECE a imposé aux sites de production, de manipulation ou d'utilisation, et de transport de GPI des équipements et procédures de prévention des pertes de GPI.

L'inspection des installations s'intègre dans ce contexte et a pour but de contrôler le respect des prescriptions relatives à la gestion des granulés de plastique industriel.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Benvic Europe SAS
- 57 Avenue de Tavaux 21800 Chevigny-Saint-Sauveur
- Code AIOT : 0005401758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BENVIC, implantée sur la commune de Chevigny-Saint-Sauveur, conçoit et fabrique des mélanges et alliages vinyliques sous forme de poudres et de granulés de polychlorure de vinyle et polychlorure de vinylidène.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Prévention GPI
- Déchets
- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas d'observation vis-à-vis des procédures mises en place sur l'établissement, cependant l'exploitant doit s'assurer que ces procédures sont bien comprises et mises en œuvre par l'ensemble des acteurs.

L'exploitant doit également être en mesure de justifier l'efficacité des équipements présents permettant de prévenir la dissémination des granulés de plastiques industriels dans l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Typologie des sites industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. II.-A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement. III.-Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret.
<b>Constats :</b>  L'installation utilise sur son site deux types de granulés plastiques industriels : - des « poudres » de 180 microns pour une quantité maximale présente sur site d'environ 4 400 tonnes - des « compounds » de 3 millimètres pour une quantité maximale présente sur site d'environ 2100 tonnes. La quantité totale de granulés de plastiques industriels, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01mm et inférieures à 1cm, susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes.  Par conséquent, l'exploitant doit appliquer les prescriptions de l'article L.541-15-11 du Code de l'environnement, ainsi que les prescriptions des décrets pris en application de celui-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels

dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le 9 avril 2024 le «plan des zones GPI sous surveillance».</p> <p>Celui-ci répertorie les zones où, pour l'exploitant, des GPI sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement.</p> <p>L'exploitant a installé à plusieurs endroits sur le site des affiches de sensibilisation et d'information relative à la récupération des GPI.</p> <p>Il a également positionné des équipements permettant la récupération des GPI (balais, pelles, balayettes, pelles à poussières, conteneurs de ramassage) à proximité de l'ensemble des zones où des GPI sont susceptibles d'être répandus accidentellement.</p> <p>L'exploitant a également prépositionné sur certaines zones des boudins pour éviter les écoulements dans les regards d'EP en cas de déversement accidentel de GPI en période de pluies.</p> <p>L'exploitant a expliqué ne pas disposer de système de confinement fixe au niveau des regards, par le fait qu'il n'avait, à ce jour, pas trouvé de solution technique satisfaisante. Il a mentionné que la mise en place de filtration au niveau des regards adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents (diamètre 180µm) entraînait un risque non négligeable de colmatage des regards, générant ensuite un risque d'inondation des zones en question.</p> <p>Le contrôle du point de rejet au niveau de la sortie du périmètre de l'installation, a montré en fond du regard:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en amont de la vanne de sectionnement, une faible quantité de poussière claire, laissant penser au GPI 180 µm mis en œuvre sur le site;</li> <li>- en aval de la vanne de sectionnement une très faible quantité de granulés plastiques, laissant penser au GPI 3 mm mis en œuvre sur le site;</li> </ul> <p>Aucun prélèvement n'a été réalisé pour confirmer les caractéristiques des poussières et des granulés, d'autant qu'il est difficile de déterminer si la présence de ces produits est antérieure ou postérieure à la mise en place des procédures de gestion des déversements de GPI sur le site et de l'application du décret n° 2021-461 du 16 avril 2021.</p> <p>Le constat réalisé au niveau du point de rejet ne permet pas de confirmer ou d'infirmer que les mesures mises en place sur le site sont suffisantes pour permettre de prévenir la dissémination dans l'environnement des GPI mis en œuvre sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifiera que les équipements prévenant les rejets canalisés des GPI dans l'environnement sont suffisants. Notamment, il justifiera des actions mises en place afin de ne pas retrouver en aval de la vanne de sectionnement des GPI.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</li><li>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</li><li>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</li><li>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</li><li>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</li><li>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</li><li>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</li></ul> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis le 9 avril 2024 par courriel la procédure PM14P0639 relative à la gestion des déversements de granulés plastiques. Celle-ci précise :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la méthode utilisée pour déterminer l'identification des zones où des GPI sont susceptibles d'être répandus accidentellement sur la base d'une cotation prenant en compte l'évaluation de la gravité et de la fréquence/probabilité d'occurrence. La procédure prévoit une réévaluation annuelle de cette identification. Enfin, le plan matérialisant ces zones est présent en annexe de la procédure;</li><li>- la référence des cahiers des charges à respecter par les emballages, les opérations à réaliser dans le cadre de la vérification des emballages et la mention de la réalisation d'un contrôle journalier des emballages;</li><li>- que le nettoyage des voiries est assuré trimestriellement par une société spécialisée.</li><li>- qu'une vérification globale des matériels de nettoyage est réalisée tous les mois et fait l'objet d'un enregistrement;</li><li>- les modalités de formation des personnels;</li><li>- que les audits internes sont réalisés semestriellement.</li></ul> <p>L'exploitant a transmis la procédure PM14M0692 de traitement des déversements de granulés plastiques industriels.</p>

L'exploitant a transmis les rapports d'audit interne du 29 août 2023 et du 26 mars 2024, ceux-ci montrent la prise en compte des non-conformités relevées, les points pouvant présenter une amélioration et les mesures à prendre pour être conforme.

L'exploitant a précisé que seul l'évaluation mensuelle de la propreté du site et le contrôle internes semestriels des procédures étaient enregistrés.

Or, il apparaît que le dernier contrôle interne du 26 mars 2024 montre, au vu de la cotation réalisée suite à l'évaluation mensuelle, que l'action relative au ramassage des GPI répandus accidentellement est à «améliorer».

L'absence d'enregistrement des actions prévues par la procédure PM14P0639 susvisé ne permet pas de s'assurer que la présence des GPI constatée lors de l'évaluation mensuelle est dû à un mauvais ramassage ou au non-respect/mauvaise application des actions prévues par la procédure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant améliorera la traçabilité des actions réaliser en matière de gestion des déversements de GPI, afin de permettre de cibler les actions correctives sur celles prévenant la dispersion ou le déversement de granulés de plastiques industriels

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

**Constats :**

L'exploitant a fait réaliser un audit par un organisme indépendant de l'exploitant du site et accrédités COFRAC le 16 décembre 2022.

Le certificat atteste que les dispositions mises en place pour la prévention des pertes de granulés plastiques industriels sont jugées conformes aux dispositions requises selon le décret n° 2021-461.

L'audit fait état du fait que «L'organisme a mis en place les procédures et les équipements nécessaires à la maîtrise des rejets, toutefois l'audit a démontré des manques au niveau de la maîtrise opérationnelle, constat de déchets sur plusieurs zones de l'organisme».

La conclusion de l'audit rejoint les observations de l'inspection faite au constat n°3 et le fait que l'exploitant doit s'assurer que les actions prévues par les procédures sont correctement réalisées et évaluées. Ceci permettra de s'assurer de l'efficacité des actions de prévention.

Le prochain audit devra avoir lieu avant le 16 décembre 2025.

Le 15 mai 2024, l'inspection a constaté que le certificat de conformité et la synthèse sont disponibles sur le site de la société BENVIC.

Le certificat de conformité est disponible sur le site de la société BENVIC, mais cette publication n'est pas accompagnée d'une synthèse de celui-ci.

**Type de suites proposées :** Sans suite